



**PRÉFET
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 23/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AUVERGNE CAOUTCHOUC

lieu-dit
ZI Les VIZIERS
63700 Montaigut-En-Combraille

Références : 20240823-RAP-63-0834-Insp_AUVERGNE_CAOUTCHOUC
Code AIOT : 0005601670

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/07/2024 dans l'établissement AUVERGNE CAOUTCHOUC implanté lieu-dit ZI Les VIZIERS 63700 MONTAIGUT-EN-COMBRAILLE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AUVERGNE CAOUTCHOUC
- lieu-dit ZI Les VIZIERS 63700 MONTAIGUT-EN-COMBRAILLE
- Code AIOT : 0005601670
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AUVERGNE CAOUTCHOUC réalise des activités de recyclage et de négoce de matières à base de caoutchouc de récupération provenant de l'industrie du caoutchouc.

Les matières premières utilisées sont des « déchets » de l'industrie du caoutchouc, que la société achète, contrôle à l'entrée et transforme en nouveaux mélanges qu'elle vend aux utilisateurs, dont la société SOCAMONT.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Recherche de PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3 et 4	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Recherche de PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'objectif principal de l'inspection était de faire le point avec l'exploitant sur l'application de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif aux PFAS. Malgré les arguments avancés par l'exploitant depuis fin 2023 visant à ne pas se conformer aux dispositions de cet arrêté, ce dernier prend acte qu'aucune dérogation ne peut être accordée à notre niveau vis-à-vis d'un arrêté ministériel et consent finalement à réaliser les 3 campagnes de recherche prévues par la réglementation. L'exploitant s'interroge toutefois sur la poursuite des activités liées à la rubrique ICPE 2790 (installations de traitement de déchets dangereux) qui soumet son établissement aux exigences de cet arrêté.

Par ailleurs, M. Théron informe la DREAL de sa décision de fusionner d'ici à fin 2024 les sociétés AUVERGNE CAOUTCHOUC et SOCAMONT qu'il dirige et qui se trouvent sur le même site. Les démarches sont en cours et un porter à connaissance du préfet sera adressé prochainement en ce sens.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Recherche de PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, PFAS
Prescription contrôlée : Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées: 2330, 2345, 2350, 2351, 2567, 2660, 2661, 2750, 2752, 2760, 2790, 2791, 2795, 3120, 3230, 3260, 3410, 3420, 3440, 3450, 3510, 3531, 3532, 3540, 3560, 3610, 3620, 3630, 3670, 3710 ou 4713.
Constats : La rubrique 2790 (A) figure dans l'AP d'autorisation de la société Auvergne Caoutchouc. Cette dernière est donc bien soumise à l'AM du 20 juin 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Recherche de PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3 et 4
Thème(s) : Risques chroniques, PFAS
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale. (...) L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I.
Constats : L'exploitant indique avoir fait réaliser une première analyse fin juin 2024 par le laboratoire EUROFINs au niveau des rejets d'eaux industrielles et pluviales du site. Il transmettra les résultats à l'inspection des installations classées dès réception.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Réaliser les 2 autres campagnes de mesure sur 2 mois consécutifs et saisir les résultats sous GIDAF
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois